



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Développement
Local et de l'Environnement**
Bureau de l'environnement

**Arrêté préfectoral du 08 JUIN 2020 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société ROCA, carrière implantée
sur le territoire de la commune de Saint-Maur**

**Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2020-05-20-001 du 19 mai 2020 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane SINAGOGA, Secrétaire Général de la préfecture de l'Indre ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-11-215 délivré le 24 novembre 2009 autorisant la société FERAY à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de Saint-Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011109-0004 du 19 avril 2011 portant transfert au profit de la société SETEC de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint-Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014328-0007 du 24 novembre 2014 portant transfert au profit de la société CARRIERES DE FORGES de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint-Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-127-DDCSPP du 23 novembre 2015 portant transfert au profit de la société ROCA de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint-Maur ;

Vu le point 7.B.a de l'article III de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-11-215 délivré le 24 novembre 2009 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 3 avril 2020 établi suite à la visite d'inspection du 21 février 2020 transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 avril 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 3 avril 2020 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu le courrier du 9 avril 2020 transmettant le projet d'arrêté préfectoral à la société ROCA ;

Bureau de l'Environnement
Place de la Victoire et des Alliés
CS 80583
36019 CHÂTEAUROUX Cedex
Tél. : 02 54 29 50 00

Vu l'absence de réponse de l'exploitant dans le délai imparti;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 21 février 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le rapport annuel d'exploitation et le plan d'exploitation n'ont pas été réalisés et, de ce fait, n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées ;

Considérant que, sans le plan d'exploitation mis à jour, l'inspection de l'environnement n'a pas pu vérifier le respect de la cote de fond de fouille ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 7.B.a de l'article III de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-11-215 délivré le 24 novembre 2009 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ROCA de respecter les dispositions du point 7.B.a de l'article III de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-11-215 délivré le 24 novembre 2009 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 - La société ROCA exploitant une carrière de calcaire sise aux lieux-dits « Les Terrageaux » et « Les Pièces de Parçay » sur la commune de Saint-Maur est mise en demeure de respecter les dispositions du point 7.B.a de l'article III de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-11-215 délivré le 24 novembre 2009 en transmettant un rapport annuel d'exploitation et un plan d'exploitation dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

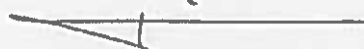
Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société ROCA. Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, le Maire de la commune de Saint-Maur, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Centre - Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet
et par délégation

Le Secrétaire Général



Stéphane SINAGOGA